

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 janvier 2023

PLFRSS POUR 2023 - (N° 760)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 494

présenté par

M. Pauget, Mme Louwagie, M. Taite, Mme Frédérique Meunier, M. Seitlinger, M. Brigand,
Mme Tabarot, M. Viry, M. Neuder, Mme Petex-Levet, Mme Anthoine, M. Bazin, M. Bourdeaux,
M. Di Filippo, M. Portier, Mme Serre, M. Descoeur et Mme D'Intorni

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:**

L'article L. 161-24-1 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :
« Lorsque le bénéficiaire mentionné à l'article L. 161-24 réside à l'étranger, cette preuve de vie est
réputée valable, dès lors qu'elle est physiquement constatée par un agent diplomatique ou
consulaire de la République française, légalement reconnu comme officier d'état civil. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En mars 2020 , je déposais une proposition de loi enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale sous le numéro 2777 améliorant la lutte contre la fraude aux prestations de retraites françaises à l'étranger.

Elle instaurait, en modifiant l'article 83 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012, la mise en place d'une procédure de contrôle physique par notre réseau consulaire des personnes recevant des retraites françaises à l'étranger et permettait d'authentifier la régularité de leur certificat d'existence.

Aujourd'hui, je souhaite que cette procédure soit portée par le présent amendement qui modifie l'article L161-24-1 du code de la sécurité sociale remplaçant l'article 83 précité abrogé par la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020.

En 2017, le rapport de la Cour des comptes nous alertait déjà sur les dérives qui accompagnaient le versement des prestations de retraites françaises à l'étranger. Malgré l'existence d'une fraude

annuelle d'environ 200 millions d'euros versée à 53 604 bénéficiaires inconnus, les enjeux financiers de ces pensions demeurent sous-estimés pour la Cour des comptes.

De plus, le rapport de mon excellent collègue Patrick Hetzel député LR du Bas-Rhin, consacré à la fraude sociale, fait mention en 2022 d'une mission de contrôle des bénéficiaires Agirc-Arcco en Algérie et cite le bilan fait par l'Agirc Arcco : « Sur les 1 000 allocataires touchant une retraite composant l'échantillon algérien, 179 allocataires ont été fiabilisés (17,9 %), 691 allocataires n'ont pas été retrouvés (69 %) et 130 allocataires étaient décédés (13 %). »

Déjà en 2015, l'Algérie représentait 26 % des indemnités françaises perçues hors Union avec 81 5245 pensions versées en 2015.

Plus généralement, en hausse de 35 % sur la dernière décennie, les prestations françaises versées à l'étranger ont explosé. Forte de 2,7 millions de pensions versées pour un montant total de 6,5 milliards d'euros en 2015, cette extra-territorialisation de nos retraites appelle à la plus grande vigilance.

Malgré la faiblesse des outils d'analyse, ce pays laisse toujours apparaître un taux très élevé d'anomalies pour la Cour des comptes.

Enfin, le croisement des fichiers du régime général et complémentaire, laisse apparaître de fortes discordances. Ces divergences résultent de la fragilité du certificat d'existence.

Considérés comme indiscutables, ces différents formulaires souffrent d'une absence totale de vérification.

En effet, la légalité de ce document adressé à sa caisse de sécurité sociale, repose sur le seul visa de l'autorité compétente du pays de résidence de l'assuré. Face aux limites des registres étrangers d'état civil, la Cour des comptes estime que le risque de fraude aux demandes annuelles de certificat d'existence n'est pas assez pris en compte.

Considérant que 85 % de ces indemnités sont versées dans dix pays tiers, et faute d'un contrôle de légalité suffisant a posteriori, il devient urgent de renforcer le contrôle de régularité à priori du certificat d'existence.

Ainsi, une vérification physique constatée par un officier d'état civil français à l'étranger permettrait d'authentifier la régularité du certificat d'existence physiquement reconnu.

Cet amendement vise en conséquence à instaurer la mise en place d'une procédure de contrôle physique des personnes recevant des retraites françaises à l'étranger.